

La police et les prisons sont des institutions violentes et racistes, issues d'un héritage colonial, qui ne servent qu'à reproduire les injustices du système capitaliste. Tous les jours, même quand c'est la soi-disant paix sociale, la police violente, harcèle et incarcère les personnes les plus démunies et les plus opprimées. Et quand elles se soulèvent, c'est encore la police et la prison. Le problème, ce n'est pas seulement les dérives violentes de la police, mais l'institution policière elle-même, qui constitue une forme de violence, tout comme les tribunaux, les lois et les prisons. Peut-on vraiment parler de pommes pourries quand l'institution entière existe pour réprimer et opprimer?

Ce zine est la transcription éditée d'un épisode de la série de podcast "Le verger au complet"; une collection d'entrevues touchant à différents thèmes liés à la police, aux prisons et à la justice, mise sur pied par la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes), un groupe basé à Tiohtià:ke/Montréal, en terres autochtones non-cédées habitées entre-autres par la nation Kanienkeha:ka.

Derrière l'idée de ce projet, il y avait une volonté de partager des connaissances, des expériences et des imaginaires radicaux, afin de mieux comprendre qui sont et comment fonctionnent nos ennemis. Il peut être difficile d'y voir clair à travers la supposée neutralité du système juridique et les discours de légitimation de la police. Comment faire la part entre bavures individuelles et discriminations institutionnalisées? Qu'est-ce qui explique la surreprésentation de certains groupes dans les prisons? Comment ces structures nous mettent-elles à mal en prétendant vouloir nous protéger et nous servir? Comment la catégorie de "criminel-le" est-elle construite? Ne sert-elle pas seulement à nous faire avoir peur les unes et les uns des autres? En quoi le

définancement de la police est-il insuffisant et son abolition nécessaire? Comment repenser la justice au sein d'un état qui perpétue le génocide des peuples autochtones? Quel type de justices alternatives pourraient remplacer le système répressif et punitif actuel? Quelle forme prendrait la justice transformatrice dans une société post-révolutionnaire? Et dans la société actuelle? C'est entre autres ce que nous avons exploré au fil des épisodes. Nous proposons une analyse critique qui s'oppose à la vision libérale, préférant cibler les pommes pourries plutôt que de s'attaquer aux systèmes d'oppression.



Dans ce zine, nous vous présentons une entrevue sur l'abolition du système carcéral. Comme on l'a mentionné dans le zine sur l'histoire de la police, les prisons n'ont pas toujours existé. Leur apparition s'inscrit dans un processus de gestion des corps et des vies humaines qui accompagne la naissance du capitalisme. Les prisons comme telles font bien sûr partie d'un plus grand système carcéral, très développé dans notre société, qui ne sert pas seulement à punir une personne qui a commis un geste

considéré illégal, mais permet aussi à l'État d'exercer un contrôle social. Les répercussions de ce système sont néfastes pour les personnes emprisonnées et leur communauté aussi bien que pour le reste d'entre-nous qui vivons en connaissant les conséquences de ce qu'il représente.

Pour en apprendre plus, nous vous présentons une entrevue avec Helen Hudson. Depuis une vingtaine d'années, elle milite en solidarité avec des prisonnières et prisonniers. Elle habite sur le territoire Kanien'kehá:ka non-cédé, aussi connu sous le nom de Montréal, mais travaille principalement avec des prisonnier-es politiques aux États-Unis. Elle s'identifie comme une femme noire, queer et anarchiste.

Aux niveaux politique et social, qu'est-ce que c'est la prison?

Helen : La prison n'est pas juste un endroit qui existe, c'est une institution sociale. C'est-à-dire, il y a une fonction que la prison sert dans notre société, et puis c'est lié avec toute autre institution dans notre société. Donc, c'est clair que c'est lié au gouvernement, à la police, mais il faut aussi être conscient que c'est lié à l'économie, à l'éducation, aux frontières, tout ce qui fait fonctionner la société a un lien avec la prison.

Et c'est quoi la fonction de la prison? Pour moi, dans mon analyse, c'est un contrôle social spécifiquement quand la société, le capitalisme, l'État, causent la précarité. Il faut faire quelque chose avec ces gens précaires et il faut faire quelque chose pour faire en sorte que les gens comprennent qu'il y a des pouvoirs que l'État a sur eux, alors c'est ça la fonction de la prison, avoir un endroit pour garder un surplus de personnes, de

travailleurs-euses, et pour envoyer un message clair que la coercition est là comme menace pour le peuple.

Peux-tu nous dresser un portrait de la population carcérale au Canada? Qui se retrouvent en prison et quels sont les liens entre leur incarcération et les autres formes d'oppression auxquelles ces personnes font face?

Helen : Comme j'ai dit, la prison est là pour envoyer un message et contrôler les gens, alors ça ne surprend pas que les gens marginalisés, opprimés se retrouvent en prison en grand nombre. Au cours des dernières décennies, mettons, les dernières quatre décennies, on va avoir une augmentation en général du nombre de prison dans le monde occidental — c'est à dire dans des pays comme le Canada, les États-Unis, en Europe, etc. Au Canada, on n'a pas vu augmenter notre population incarcérée, mais on a vu augmenter les personnes opprimées. Par exemple, en 2001, le pourcentage des personnes dans les prisons canadiennes fédérales, où se retrouve le monde qui purge une peine de deux ans ou plus, le taux des personnes autochtones étaient juste en bas de 20%. Là, c'est juste en haut de 30%, 30,5%. Quand on regarde chez les femmes autochtones, c'est plus de 40% et avec les jeunes, les personnes jeunes, peu importe leur genre, c'est aussi élevé comparé à ce 30%, qui est déjà élevé par rapport au 5% de personnes dans l'État du Canada qui sont autochtones, et ça on voit aussi ça chez les personnes noires. On parle donc de racisation des prisonnier-es, mais aussi quand on regarde l'oppression, la pauvreté, les problèmes de santé mentale, l'analphabétisme, tout ça c'est surreprésenté en prison. Donc, on voit clairement que les personnes opprimées sont les personnes qui se retrouvent derrière les barreaux.

Comment la prison touche-t-elle la vie de gens qui ne sont pas elleux-mêmes emprisonnés?

Helen : Pour moi c'est très clair que la prison touche les personnes emprisonnées, mais touche des communautés. Quand une personne est en prison, cette personne laisse sa famille, laisse sa job, qui sont souvent enracinées dans sa communauté. Mettons par exemple une communauté noire comme à Montréal-

Nord, pour prendre un exemple. Je vais parler dans l'État canadien, mais la même dynamique se reproduit dans toute la société occidentale. Quand on enlève en grand nombre tout le monde qui peut travailler, tout le monde qui peut être tête d'une famille, tout le monde qui a les rôles dans une communauté et qui transmettent des savoir culturels, qui peut être le



leadership — pour dire comme ça — d'une communauté, si ces gens sont derrière les barreaux, c'est pas juste elleux qui sont affectés. C'est sûr que elleux sont affectés très concrètement, mais c'est aussi un cercle vicieux qui se produit dans le sens que les jeunes, les enfants, dans des communautés où beaucoup d'adultes sont emprisonnés vont voir leurs chances d'être emprisonnés aussi dans le futur augmenter.



Donc, en plus de cibler et d'affecter les populations déjà les plus opprimées et les moins privilégiées de la société, le système carcéral perpétue ces oppressions. Au lieu de régler quoi que soit, la prison accentue les causes de la soi-disant criminalité. Pour toi, l'abolition des prisons est une réponse à ces injustices. Peux-tu nous expliquer ce qu'est l'abolitionnisme?

Helen : L'abolitionnisme, c'est clair par son nom, il a pour but d'abolir la prison, de faire en sorte qu'on va avoir une société sans prisons. Quand je mentionne ça souvent j'ai une réaction que c'est une idée ridicule ou un peu utopiste dans le sens que qu'est-ce qu'on peut faire pour régler ce qu'on appelle des crimes, c'est-à-dire des méfaits entre des personnes : quelqu'un-e blesse quelqu'un-e d'autre ou prend quelque chose qui appartient à quelqu'un-e d'autre. Comment est-ce qu'on peut régler ça sans prison ? Honnêtement, je n'ai pas de réponse très simple et concrète à ça, mais juste pour dire qu'il y a des sociétés où ça ne se fait pas de façon comme on règle ça dans

nos sociétés — avec des prisons. L'autre chose à mentionner est que si on veut régler des problèmes entre les gens en dedans des communautés, c'est très différent d'y impliquer l'État, parce que avec les notions des crimes qu'on a, avec les cours, la police, les prisons, ce qui vient avec est toute la pression que je viens de mentionner, mais aussi que ce n'est plus conceptualisé comme un méfait contre une autre personne, mais plutôt un méfait contre l'État. Par exemple, si je prends ta bicyclette, avec notre conception du crime, ce n'est pas entre moi et toi, c'est entre moi et l'État. Ça devient complètement autre chose. Avec l'abolition des prisons, on veut toujours avoir une façon de régler ça entre moi et toi, entre tout le monde qui est affecté, mais ce n'est plus un méfait contre l'État.

En plus, ce n'est plus question de punir, parce que voilà un autre aspect de l'abolitionnisme : c'est axé sur des solutions, c'est axé sur ce qu'on appelle en anglais la "restorative justice". C'est-à-dire de retourner à un état — une situation — où tout le monde est correct et où on a guéri l'injustice qui s'est produite. Autre chose que je voudrais mentionner avec l'abolitionnisme est que c'est à la fois pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de prison et en même temps construire des alternatives ; il y a donc à la fois une lutte anti-carcérale et à la fois une lutte pour une vision d'une autre société.

"Restorative justice", en français la justice réparatrice, sert, en bref, à trouver un moyen pour la personne qui a causé un tort à une ou des personnes de réparer le mal qu'elle a causé, selon les besoins et les demandes de la ou des victimes." Au soi-disant Canada, le gouvernement fédéral s'est approprié le terme justice réparatrice en lui donnant une place dans son système carcéral punitif.[1] Aujourd'hui certain-es préfèrent donc parler

de justice transformatrice, soit une forme de justice refusant toute collaboration avec l'État et misant sur la transformation des mentalités notamment par le biais de processus entre les victimes/survivantes et les personnes ayant causé du tort. Nous allons revenir sur ces notions dans un des prochains épisodes du Verger au complet, qui portera plus spécifiquement sur les formes de justices alternatives.

Parmi les gens qui voudraient voir un monde sans prisons, il y en a qui sont critique du terme «abolitionnisme». Peux-tu nous en parler? Qu'est-ce que le mot abolition veut dire exactement pour toi?

Helen : Il y a deux aspects de cela : d'abord, tout à fait, on peut avoir une critique très réelle dans le sens que d'abolir la prison, ça veut dire quoi ? C'est une question tout à fait pertinente parce qu'on ne peut pas abolir une institution de la société et la faire disparaître. C'est sûr que si c'est lié à la suprématie blanche, le capitalisme, le patriarcat, l'homophobie, toute sorte de choses, on ne peut pas juste l'abolir. C'est sûr qu'il y a des personnes qui se disent abolitionnistes et qui n'ont pas une critique de toutes ces autres institutions mentionnées et donc ce n'est pas très réaliste pour moi de dire on va juste abolir les prisons et le reste de la société va rester comme elle est. Pour moi ce n'est pas réaliste et pas juste non plus.

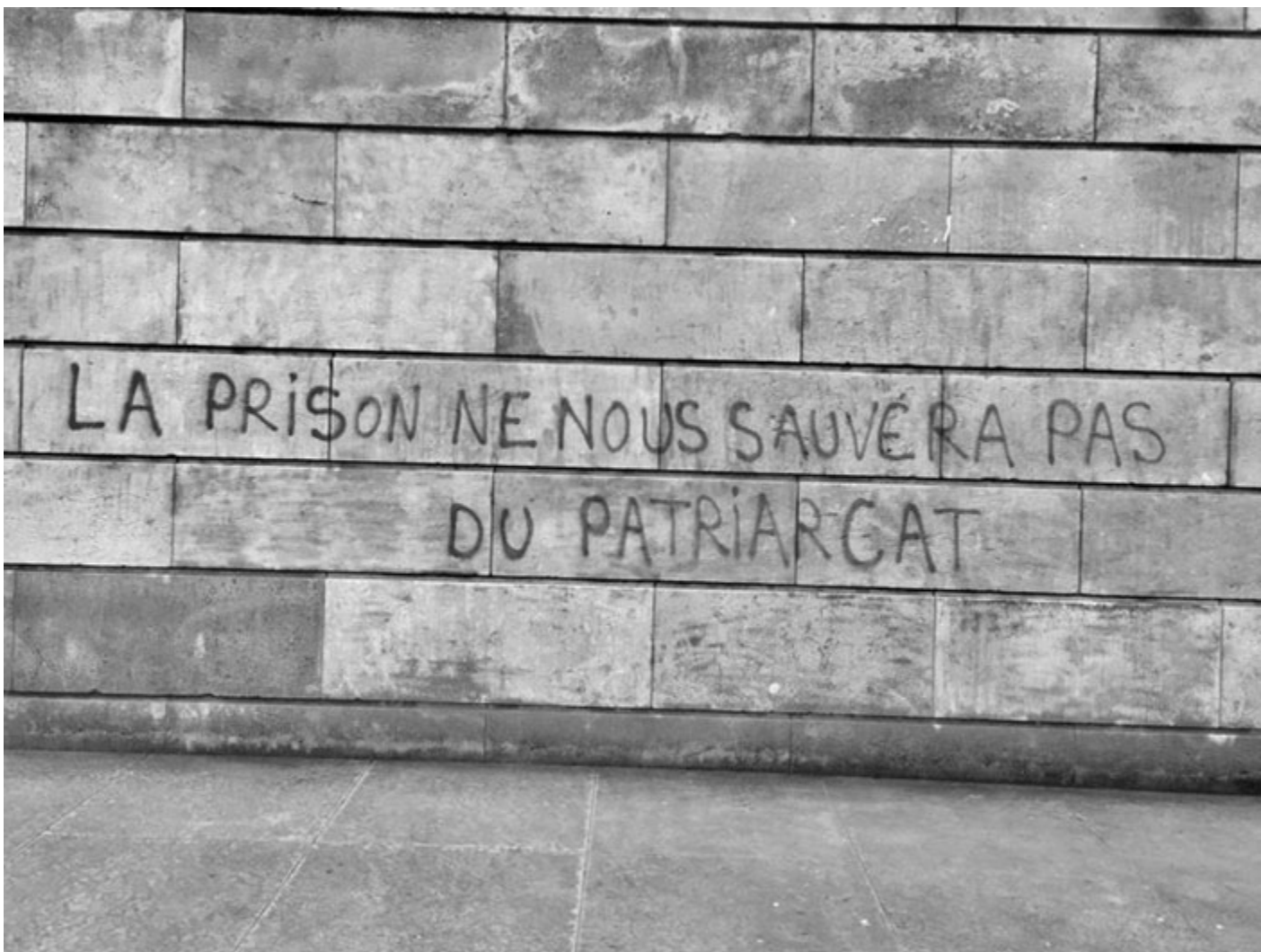
D'un autre côté, le terme abolitionnisme fait référence à l'abolitionnisme de l'esclavage et il y a beaucoup de gens dans les mouvements abolitionnistes qui font ces liens dans le sens que la prison est une institution profondément suprémaciste blanc et profondément coloniale. Alors, quand il y avait le mouvement abolitionniste de l'esclavage, ce mouvement n'a pas

tout à fait réussi : l'esclavage a légué le suprémacisme blanc, et le suprémacisme blanc est un des fondements de l'institution des prisons. Et donc, pour beaucoup d'abolitionnistes, c'est toujours le même mouvement. C'est une continuation du mouvement abolitionniste d'il y a un siècle et pour moi en tant que personne noire et antiraciste, c'est important de faire ce lien et c'est en partie pourquoi je me dis abolitionniste et pas seulement anti-prisons. L'autre chose est qu'il y a aussi l'abolitionnisme anti-prisons, mais il y a aussi l'abolitionnisme carcéral. Pour moi l'abolitionnisme carcéral est plus pertinent, c'est plus large dans ce sens qu'il y a d'autres institutions carcérales, il y a aussi d'autres façons d'enfermer des gens, c'est-à-dire les choses qui se disent des alternatives aux prisons, par exemple des bracelets GPS où des gens sont confinés chez eux, mais toujours surveillés par l'État et incapables de partir de chez eux. Il y a des frontières, il y a des «hôpitaux» psychiatriques fermés — et je mets hôpitaux avec des guillemets parce que ce ne sont pas des vrais hôpitaux pour moi, il n'y a personne qui va se soigner là-bas. Alors c'est ça l'abolitionnisme carcéral, c'est-à-dire l'abolitionnisme des prisons et de toute autre instance carcérale avec un lien historique avec l'abolition de l'esclavage.

Tu voulais nous parler du féminisme carcéral?

Helen : En fait, en parlant je me suis rendue compte que dans une des autres questions j'aurais voulu parler un peu plus du patriarcat spécifiquement parce qu'une partie du discours pro-prisons très central est que les prisons sont là pour nous garder en sécurité, nous protéger des personnes emprisonnées. Parmi les luttes radicales, révolutionnaires, je pense qu'il y a des éléments réformistes qui ont comme réponse à leur oppression qu'il faut punir les gens et entre autres avec la prison. Mais

surtout dans les luttes anti-patriarcales et contre les violences faites aux femmes, il y a des éléments qui exigent des peines plus longues, des lois plus sévères et il y a un nom pour ça : le féminisme carcéral. Et là, dans les années récentes, ça me donne beaucoup d'espoir de voir un dialogue en dedans des mouvements féministes comme quoi le féminisme carcéral est un grand problème et c'est pas une solution au sexisme d'enfermer les gens parce que ça n'améliore pas la sécurité des femmes. On voit avec les lois plus sévères que ce sont souvent les femmes qui se retrouvent derrière les barreaux pour se défendre. Donc, voilà ce que je voulais ajouter parce que c'est souvent une question que les gens ont : comment est-ce qu'on va être en sécurité, comment est-ce qu'on va se protéger et c'est comme « a trap » de penser que la prison va nous protéger et de faire recours à ça dans nos revendications.



Alors, être abolitionniste, ça implique quoi en termes concrets, comme actions, comme stratégies ou comme engagement politique?

Helen : Pour moi, je commence par la fin : comme engagement politique, pour moi c'est central. Quand je me suis radicalisée, au début ce n'était pas contre les prisons. Je faisais du militantisme féministe, queer, antiraciste et ça m'a pris plusieurs années pour comprendre que les prisons sont centrales dans toutes ces luttes : c'est une façon d'opprimer les gens des mouvements. Beaucoup de mon travail avec les prisonnier·es c'était avec des prisonnier·es politiques dans le sens que c'étaient des prisonnier·es incarcéré·es pour leur rôle dans d'autres mouvements sociaux. Si on est sérieuses à opposer et à vaincre le patriarcat, le capitalisme, le suprémacisme blanc, le colonialisme et la transphobie, et là je peux continuer la liste avec toutes les formes d'oppression, toutes les structures qui nous oppriment, c'est important de ne pas avoir des murs en dedans de nos luttes. C'est d'inclure tout le monde, incluant les prisonnier·es dans nos luttes et de viser l'institution des prisons comme une cible de toutes ces luttes. Là, c'est une réponse un peu plus théorique. Pour aller un peu plus dans le concret, comme j'ai mentionné plus tôt, il y a comme deux pistes : il y a la piste abolitionniste comme lutte en tant que telle et il y a aussi le côté plus visionnement des alternatives. Honnêtement, moi je suis moins impliquée dans la partie vision mais je trouve important de le mentionner. Mais en termes de ce qui est le côté plutôt "anti" c'est de surtout prendre le leadership des prisonnier·es, donc de soutenir les luttes qui se font en dedans des prisons. Et il y en a plein : il y a des grèves de la faim, des grèves de travail où les prisonnier·es refusent de travailler,

toutes sortes d'autres actions. D'être en lien avec toutes ces luttes-là et de prendre le leadership de ces gens et ça veut dire des fois de faire des choses qui n'ont pas juste la destruction complète des prisons comme exigence et comme but. Des fois, il y a des prisonnier-es qui réclament des conditions un peu moins sévères et des fois nous les militant-es en dehors des prisons on peut trouver ça un peu réformiste, mais c'est une lutte très concrète pour améliorer les conditions de vie de nos camarades.

Donc, d'être en solidarité avec ces luttes c'est très important et d'y apporter un regard abolitionniste, c'est d'avoir un dialogue comme quoi ces luttes font partie d'une lutte plus large. Aussi, très important concrètement, c'est d'opposer tout ce qui est l'expansion des prisons. Ces jours-ci, il y a beaucoup de surpopulation dans les prisons qui existent, beaucoup de prisons sont très vieilles donc des fois on peut avoir des revendications pour des nouvelles prisons, des prisons qui sont dites « meilleures », mais c'est très important d'être opposé-es à ça dans le sens que quand on construit des nouvelles prisons, on va les remplir. On voit ça très clairement quand on regarde l'histoire plus ancienne et l'histoire plus récente que c'est toujours très important d'opposer ça. Et c'est une des choses que les abolitionnistes font beaucoup. Je sais qu'actuellement à Montréal il y a une campagne contre une nouvelle prison de migrant-es qui s'est faite. Donc voilà je pense que je vais terminer là.



Bref, plutôt que d'être une lutte secondaire, militer pour l'abolition des prisons constitue une nécessité en soi pour quiconque souhaite réellement s'attaquer au système capitaliste. Leviers de reproduction des inégalités sociales, les prisons oppriment, marginalisent et se basent sur une vision patriarcale et suprémaciste de la société pour punir. Édifier un monde anti-autoritaire passe donc nécessairement par l'abolition des prisons et, de manière plus juste, du système carcéral qui se reproduit par l'enfermement des personnes stigmatisées comme « indésirables ». S'il peut sembler à première vue irréaliste de régler le tort commis par les membres d'une communauté sans avoir recours à l'État, comment s'empêcher d'arriver au même constat avec le système carcéral ? N'est-il pas fondamentalement irréaliste d'espérer régler tous nos problèmes sociétaux en enfermant toutes les personnes ayant causé du tort ?

S'il faut lutter activement pour l'abolition et contre l'extension du système carcéral, oublier les personnes y étant actuellement

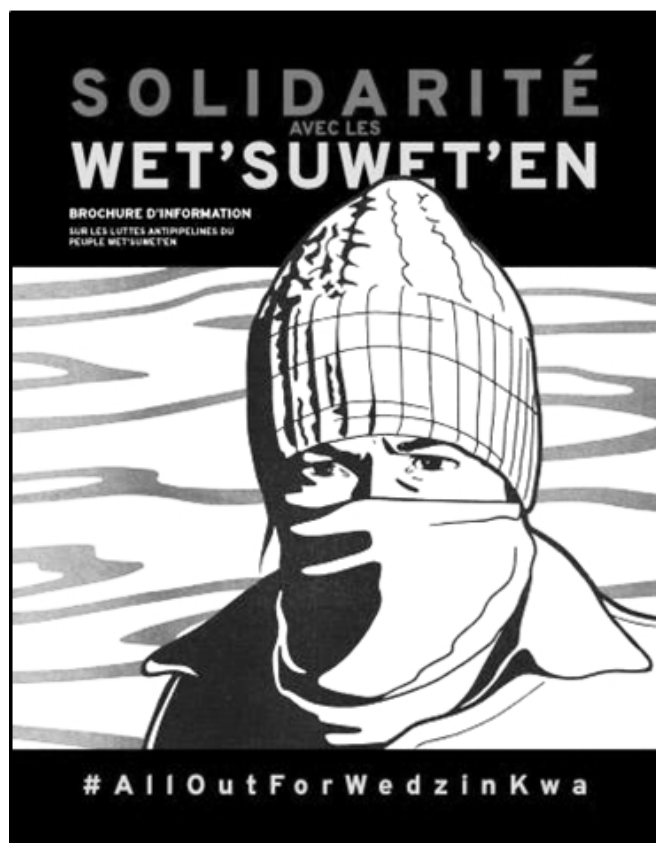
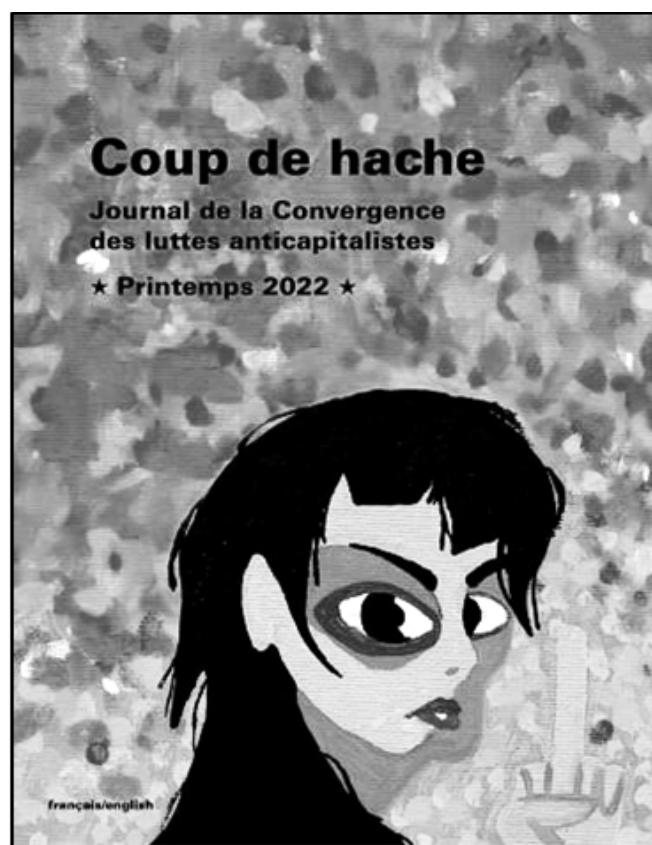
enfermées apparaît cependant comme non-souhaitable et ce surtout pour les personnes n'ayant jamais été emprisonnées ou n'étant pas en contact avec des personnes emprisonnées. De la réduction des méfaits à l'autonomie radicale des collectivités, sans oublier les formes de justices alternatives comme la justice réparatrice ou transformatrice, de nombreux exemples de communautés refusant d'avoir recours au système punitif pour régler le tort causé se doivent d'inspirer nos trames de résistances collectives.

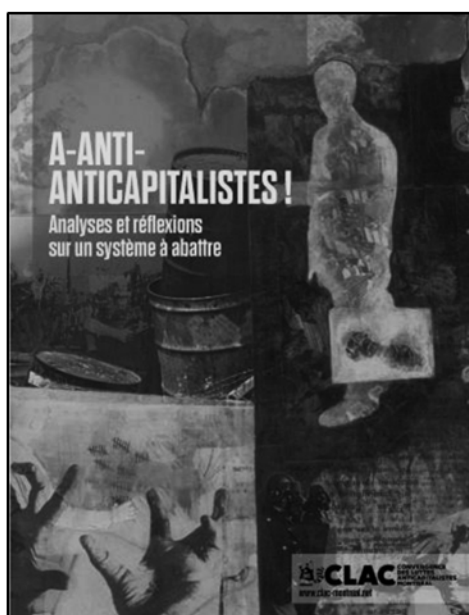
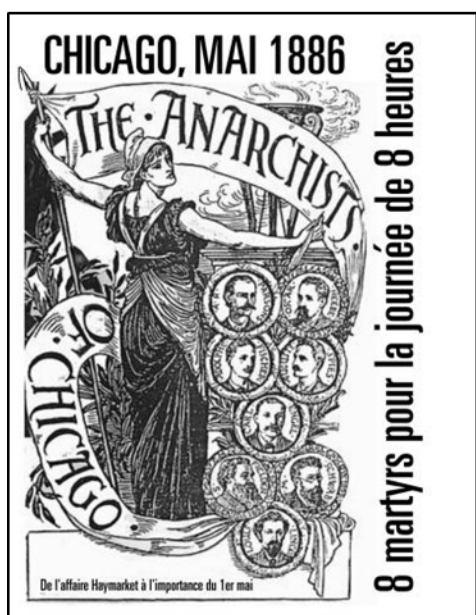
Tant qu'un segment de la population exercera un pouvoir disproportionné sur le reste d'entre nous et sur les ressources dont on a besoin pour survivre, la police existera pour réguler, discipliner et maintenir ce contrôle. La violence policière n'est pas un accident – c'est une menace quotidienne – qui ne peut être séparée du contexte socio-politique dans lequel elle existe.

Les mesures d'austérité s'accroissent, les mécanismes d'exploitation néocoloniale se modernisent, les technologies de surveillance se normalisent dans nos quartiers en gentrification et c'est la police qui permet tout ça. C'est donc important de continuer d'approfondir notre compréhension des appareils de répression, de leurs mécanismes et de leurs outils. Mais aussi de bâtir des méthodes alternatives afin de régler nos différends, qui ne reposent pas sur l'autorité et la violence.

*On traite de tout ça dans les autres épisodes du podcast *Le Verger au complet*, que vous pouvez trouver partout où vous écoutez vos podcasts ou à www.clac-montreal.net/fr/verger. On vous invite à partager ce zine sur l'abolition des prisons. Consulter la section « Publications » de notre site web et restez aux aguets pour la parution de nos prochains zines!*

Autres publications de la CLAC :





*Nos textes, zines, collants et affiches sont **gratuits** et peuvent être téléchargés à partir de notre site web : clac-montreal.net. Des copies physiques peuvent aussi être trouvées à la bibliothèque anarchiste DIRA, au Centre Social Anarchiste l'Achoppe, dans les locaux de plusieurs associations étudiantes (AFESH-UQAM, AGECEVM, SOGÉÉCOM, etc.) ou dans le local de QPIRG-Concordia, et sont ponctuellement distribuées lors d'événements politiques, notamment au Salon du livre anarchiste de Montréal.*